

Projet mené au titre du Compte pour le développement

Renforcer les capacités des États Membres pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies et politiques visant à encourager des villes africaines inclusives et durables (2015-2017)

À propos de la CEA

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour mandat d'encourager le développement économique et social de ses 54 États membres, de favoriser l'intégration intrarégionale et de promouvoir la coopération internationale au service du développement de l'Afrique. À la fois branche régionale des Nations Unies et composante essentielle du paysage institutionnel africain, la CEA est bien placée pour aider le continent à résoudre ses problèmes de développement.

La Section de l'urbanisation de la Division des politiques de développement de la CEA aide les États membres de la Commission à tirer profit des possibilités de l'urbanisation en faveur d'une croissance accélérée et inclusive et d'une transformation structurelle en produisant des connaissances politiques pragmatiques pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques. À cette fin, la Section aide les États membres à intégrer l'urbanisation dans la planification nationale du développement et les politiques sectorielles comme stratégie transversale pour la croissance et la transformation dans l'ensemble du continuum rural-urbain.

Justification

- Des éléments dans le monde entier suggèrent que coupler le développement économique avec le développement urbain génère des interactions et des retombées positives qui améliorent la productivité et le bien-être. L'urbanisation dans d'autres pays, lorsqu'elle est planifiée et gérée efficacement, a contribué à améliorer le dynamisme économique et à réduire durablement la pauvreté. Le rôle des économies d'agglomération montre clairement le rapport entre urbanisation et développement ;
- L'Afrique a aujourd'hui l'un des taux d'urbanisation les plus élevés dans le monde, et peut être comparée à l'Asie à cet égard. Quelques pays africains ont pris des mesures visant à transformer l'urbanisation en source de richesse, bénéficiant ainsi de retombées sociales et économiques tout en gérant et réduisant les effets négatifs externes. Cependant, à l'heure actuelle, la réponse politique dans la plupart des pays a été faible, fragmentée et inadéquate. Plusieurs facteurs contraignants ont contribué à la faiblesse de cette réponse, notamment une compréhension limitée du rôle possible des villes dans le développement national, ainsi qu'une capacité limitée à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies qui font des villes des plateformes de la transformation structurelle, inclusive et durable de l'Afrique ;
- Pour bénéficier pleinement des bénéfices de l'urbanisation, un changement de paradigme est nécessaire. Les villes doivent être considérées comme les principaux

moteurs du développement durable et inclusif. Les États membres doivent associer les villes à l'objectif global de transformation structurelle, notamment la croissance économique, la diversification économique, la compétitivité, la productivité, l'industrialisation, le développement agricole, l'innovation, le commerce, la création d'emplois et le développement humain. Les réponses politiques intersectorielles visant à mettre à profit le potentiel de l'urbanisation sont donc nécessaires par le biais des efforts coordonnés des ministères et des institutions responsables de la planification du développement national, du développement urbain, du logement, de l'industrie, du commerce, de la finance, de l'agriculture, de l'infrastructure et des statistiques. Cette nouvelle approche ne peut être efficace que dans le cadre d'un plan de développement national qui pose les bases des changements à long terme nécessaires pour améliorer les conditions de vie.

Objectif

Le principal objectif du projet consiste à renforcer les capacités des décideurs et des experts africains pour élaborer, reformuler et mettre en œuvre efficacement des stratégies et des politiques en faveur de villes inclusives et durables, en se concentrant au départ sur cinq pays : Cabo Verde, le Cameroun, le Maroc, l'Ouganda et la Zambie. Le projet facilitera également les efforts déployés par les États membres pour la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'objectif 11 qui consiste à rendre les villes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables.

Faisant fond sur l'expertise et le mandat de la CEA en matière d'urbanisation dans le contexte de la transformation structurelle, ainsi que sur l'expertise et le mandat du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) dans le domaine de l'urbanisation durable, le projet vise à renforcer les connaissances et les capacités des décideurs et des autres parties prenantes dans les pays ciblés afin d'intégrer l'urbanisation dans les processus et cadres nationaux de planification du développement.

Résultats escomptés

- Accroissement de la sensibilisation et des connaissances techniques des décideurs africains sur les villes inclusives et durables et les politiques urbaines inclusives ;
- Renforcement des capacités des décideurs dans les pays africains ciblés en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques urbaines inclusives.

Méthodologie

Le projet sera mené par une équipe de mise en œuvre nationale, qui rassemblera les informations clés auprès de différents ministères sectoriels sous la direction de l'institution nationale de planification du développement.

Activités principales

- Production de nouvelles connaissances sur l'urbanisation et la planification nationale du développement dans cinq pays ;
- Élaboration d'outils et de méthodologies pour intégrer l'urbanisation dans les processus et cadres nationaux de planification du développement ;

- Renforcement des capacités et formation ;
- Échange de connaissances et mise en réseau des partenaires de développement nationaux.

Partenaires

La Section de l'urbanisation de la Division des politiques de développement social de la CEA sera responsable au premier chef de la mise en œuvre du projet, en collaboration avec ONU-Habitat. Elle se mettra également en lien avec d'autres organismes et organisations des Nations Unies et avec les organismes de planification du développement au niveau national.